RAPPORT DE GESTION

POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS

TERMINÉE LE 29 FÉVRIER 2020

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

Le présent rapport de gestion daté du 22 avril 2020 devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires consolidés non audités résumés de la période de six mois terminée le 29 février 2020 ainsi qu'avec les états financiers annuels consolidés audités du 31 août 2019 de Vision Lithium Inc. (la « Société » ou « VLI ») et les notes afférentes. Les états financiers intermédiaires consolidés non audités résumés pour la période terminée le 29 février 2020 sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (IFRS). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. Ce rapport de gestion de VLI a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer nos résultats d'exploitation et d'exploration ainsi que notre situation financière pour la période de six mois terminée le 29 février 2020 par rapport à la même période l'an passé.

La Société présente régulièrement des renseignements supplémentaires sur ses opérations, lesquels sont déposés sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) au Canada à l'adresse www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la direction à l'égard d'évènements futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante nos résultats, nos activités et les évènements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix des métaux, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Vision Lithium Inc., constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les Sociétés par actions*, est une compagnie d'exploration minière junior dont le bureau chef est situé à Val-d'Or au Québec. Les activités d'exploration se situent au Canada et principalement au Québec. Lors de la période, la Société a concentré ses efforts sur la valorisation de ses principaux actifs en lithium, principalement la propriété Sirmac.

La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La récupération du coût des actifs d'exploration et d'évaluation dépend de la capacité de découvrir et d'extraire économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses propriétés et la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des propriétés. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Les actions de la Société sont échangées sur la Bourse de Croissance canadienne TSX sous le symbole VLI.

FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2020

Activités d'exploration

La Société a capitalisé une somme de 46 225 $ avant crédits d'impôt et de droits remboursables durant le deuxième trimestre terminé le 29 février 2020 comparativement à 227 746 $ au 28 février 2019. Aux états financiers intermédiaires consolidés non audités résumés, ces travaux sont diminués des crédits d'impôts remboursables.

Au cours du deuxième trimestre de 2020, la Société a engagé des travaux d'évaluation de propriétés pour une somme de 22 948 $ diminuée d'un montant de 6 674 $ de crédits d'impôts remboursables pour un total de 16 274 $ et imputé directement à l'état consolidé du résultat net comparativement à une dépense de 13 907 $ diminué de crédits d'impôts remboursables de 4 695 $ pour un total de 9 212 $ pour la même période en 2019.

Résultats financiers

Puisque la Société concentre ses efforts dans le développement de ses actifs d'exploration et d'évaluation, ses revenus, constitués principalement des produits financiers, sont insuffisants pour couvrir les dépenses opérationnelles de la Société. Sans l'utilisation d'autres ressources disponibles, la Société est déficitaire. Au cours de la période, la Société a exercé un contrôle strict de ses dépenses.

Le résultat net négatif de la période de 266 047 $ est attribuable aux activités courantes de la Société.

PROPRIÉTÉS MINIÈRES

Les données techniques contenues dans le texte qui suit ont été révisées par Yves Rougerie, géologue et Président de Vision Lithium inc.. M. Rougerie est une personne qualifiée telle que définie par la Norme canadienne 43-101.

La Société a un intérêt ou une option d'acquérir un intérêt dans les propriétés suivantes:

Nom	Statut	Remarque	Royauté
Sirmac Lithium, Qc	Propriété indivise	24 claims acquis de Nemaska Lithium et 169 claims acquis de prospecteurs	1% sur 24 claims
Case Twp, On	Propriété indivise	Jalonnée par la Société	Nil
Dôme Lemieux, Qc	Propriété indivise	Acquise avec l'acquisition de Ressources Pionnier	Nil
La Corne, Qc	Propriété indivise	Jalonnée par la Société	Nil
Broadback et Broadback Nord, Qc	Propriétés indivises	Jalonnées par la Société	Nil
Nemiscau	Propriété indivise	Jalonnée récemment par la Société	Nil
St-Stephen, NB	Propriété à 50%	Indiana Resources Ltd a un intérêt de 50 % de cette propriété	Nil
Epsilon, Qc	Propriété indivise	Inactive	2%

Propriété Sirmac Lithium

La propriété Sirmac Lithium, acquise de Nemaska Lithium en 2018, comprenait à l'origine 24 cellules d'une superficie totale d'environ 1 100 hectares situés à environ 180 kilomètres au nord-ouest de Chibougamau, dans la province de Québec. La Société y a ajouté 169 claims acquis de prospecteurs. La propriété comprend maintenant 193 claims et couvre une superficie d'environ 9 463 hectares.

Des tests métallurgiques à SGS Lakefield («SGS») à Peterborough, en Ontario, ont été complétés lors de la dernière période. Les essais ont permis de récupérer 88,3% du lithium à une teneur de 6,23% Li2O. Suite à la réception de ces excellents résultats, SGS a produit 91,9 grammes de Carbonate de Lithium de très haute pureté à une teneur de plus de 99,5%.

On n'a complété aucun travail sur ce projet dans la période.

Propriété Dôme Lemieux

La propriété Dôme Lemieux comprend 215 claims totalisant 11 159,84 ha ou environ 111,5 km2. La propriété est située dans la région de la Gaspésie dans l'est du Québec, à environ 32 km SSE de la ville de Sainte-Anne-des-Monts, au Québec, à vol d'oiseau. L'accès est très aisé grâce à la route principale traversant la péninsule gaspésienne et le parc national du même nom.

On n'a complété aucun travail sur ce projet dans la période. Toutefois, la Société poursuit des travaux de compilation et interprétation des données historiques afin de planifier et préparer un programme de forage pour l'année en cours.

Autres Propriétés

La Société passe en revue et évalue de nombreux autres projets, et travaille à compléter l'acquisition du projet de lithium Godslith au Manitoba.

INFORMATIONS FINANCIÈRES CHOISIES

	Période de trois mois terminées le 29 février 2020	Période de trois mois terminées le 28 février 2019	**Période de six mois terminées le 29 février 2020**	Période de six mois terminées le 28 février 2019
	$	$	**$**	$
Produits financiers	**185**	818	**409**	2 822
Dépenses opérationnelles	**124 965**	217 380	**268 285**	513 776
Résultat net de la période	**(124 098)**	(215 059)	**(266 047)**	(507 833)
Perte de base et diluée par action	**(0,00)**	(0,00)	**(0,00)**	(0,01)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	**87 827 953**	81 163 670	**84 511 470**	81 163 670

	État de la situation financière au 29 février 2020	État de la situation financière au 31 août 2019
	$	$
Trésorerie	**491 884**	329 170
Actifs d'exploration et d'évaluation	**12 740 383**	12 707 650
Actif total	**13 567 126**	13 267 053
Passif courant	**693 494**	446 620
Fonds de roulement	**24 576**	94 747
Capitaux propres	**12 820 019**	12 820 433

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Trimestre	Produits financiers	Charges financières	Frais opérationnels	Radiation d'actifs d'exploration et d'évaluation	Résultat net de la période	Résultat par action
2020-02-29	185	691	124 965	1 276	(124 098)	(0,00)
2019-11-30	225	742	143 319	296	(141 946)	(0,00)
2019-08-31	1 964	-	(127 466)	8 962	130 738	(0,01)
2019-05-28	903	-	138 351	5 987	(136 060)	(0,00)
2019-02-28	818	-	217 380	-	(215 059)	(0,00)
2018-11-30	2 004	-	296 393	10 548	(292 771)	(0,00)
2018-08-31	2 658	-	304 400	2 675	(299 251)	(0,00)
2018-05-31	3 368	-	503 327	-	(499 960)	(0,01)

Résultats d'exploitation

Trimestre courant

Au cours de de la période terminée le 29 février 2020, la Société a enregistré un résultat net négatif de 124 098 $ (ou 0,00 $ par action) comparativement à un résultat net négatif de 215 063 $ (ou 0,00 $ par action) au 28 février 2019.

Les dépenses d'opération ont diminué de 90 965 $ pour s'établir à 124 098 $ (215 063 $ en 2019).

Il n'y a eu aucun paiement fondé sur des actions au cours du deuxième trimestre de 2020 (22 736 $ en 2019 dont la totalité est réglée en instruments de capitaux propres, aucune somme n'est comptabilisée à titre d'actifs d'exploration et d'évaluation, 17 052 $ qui est inclus dans la charge de rémunération du personnel et 5 684 $ qui est inclus dans les consultants et comptabilisé en résultat net pour la période se terminant le 28 février 2019 et a été portée au crédit du surplus d'apport).

La Société a engagé des dépenses d'évaluation avant crédits d'impôts et de droits remboursables de 4 564 $ au cours du deuxième trimestre terminé le 29 février 2020 (12 236 $ au 28 février 2019), dont la totalité a été dépensée au Canada. La majorité de la dépense représente des frais engagés en géologie.

Pour la période de six mois terminés le 29 février 2020

Au cours de de la période terminée le 29 février 2020, la Société a enregistré un résultat net négatif de 266 047 $ (ou 0,00 $ par action) comparativement à un résultat net négatif de 507 833 $ (ou 0,01 $ par action) au 29 février 2019.

Les dépenses d'opération ont diminué de 245 490 $ pour s'établir à 268 285 $ (513 775 $ en 2019).

Il n'y a eu aucun paiement fondé sur des actions au cours du premier semestre de 2020 (128 927 $ pour la période se terminant le 28 février 2019 dont la totalité est réglée en instruments de capitaux propres, aucune somme n'est comptabilisée à titre d'actifs d'exploration et d'évaluation, 78 191 $ qui est inclus dans la charge de rémunération du personnel et 50 736 $ qui est inclus dans les consultants et comptabilisé en résultat net et a été portée au crédit du surplus d'apport).

La Société a engagé des dépenses d'évaluation avant crédits d'impôts et de droits remboursables de 22 948 $ au cours de la période terminant le 29 février 2020 (13 907 $ au 28 février 2019), dont la totalité a été dépensée au Canada. La majorité de la dépense représente des frais engagés en géologie.

État de la situation financière

Au 29 février 2020, la trésorerie inclue un montant de 478 374 $ qui doit être dépensé en frais d'exploration.

Au 29 février 2020, l'actif total de la Société est de 13 567 126 $ comparativement à 13 267 053 $ au 31 août 2019. Cette augmentation de 300 073 $ est décrite plus en détail dans les paragraphes qui suivent :

Actif courant

L'actif courant s'élève à 718 070 $ au 29 février 2020 comparativement à 541 367 $ au 31 août 2019. Il est principalement composé de la trésorerie au montant de 491 884 $, d'un certificat de placement garanti de 51 534 $, des crédits d'impôt à recevoir pour 148 869 $ et des charges payées d'avance pour un montant de 22 504 $ comparativement à 329 170 $, 51 165 $, 134 192 $ et 21 843 $ pour les postes correspondants au 31 août 2019. L'augmentation de la trésorerie reflète principalement l'encaissement de l'émission d'un financement privé pour une somme de 503 000 $.

Actifs d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation s'élèvent à de 12 740 383 $ au 29 février 2020 comparativement à 12 707 650 $ au 31 août 2019. L'augmentation de 32 733 $ correspond principalement à des travaux d'exploration totalisant une somme de 30 999 $ après crédits d'impôt et droits remboursables.

Le tableau suivant détaille la répartition des travaux d'exploration par propriété :

Analyse des travaux d'exploration par propriété :

Description	Sirmac Lithium	Dôme Lemieux	Epsilon	La Corne	Broadback Broadback nord	Nemiscau	Case Twp	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
Solde au 31 août 2019	607 915	57 010	-	4 715	4 501	195	29 113	703 449
Additions								
Géologie	4 777	10 120	1 215	-	2 430	-	-	18 542
Métallurgie	21 953	-	-	-	-	-	-	21 953
Frais de bureau	1 000	-	-	-	-	-	-	1 000
Taxes et permis	2 000	-	20	-	75	-	-	2 095
Amortissement	1 031	895	41	-	-	-	-	1 966
Amortissement des droits d'utilisation	669	-	-	-	-	-	-	669
Sous-total	**31 430**	**11 014**	**1 276**	-	**2 505**	-	-	**46 225**
Radiations des frais d'exploration	-	-	**(1 276)**	-	-	-	-	**(1 276)**
	31 430	**11 014**	-	-	**2 505**	-	-	**44 949**
Crédits d'impôts	(7 499)	(6 451)	-	-	-	-	-	(13 950)
Dépenses nettes de la période	**23 931**	**4 563**	-	-	**2 505**	-	-	**30 999**
Solde au 29 février 2020	**631 846**	**61 573**	-	**4 715**	**7 006**	**195**	**29 113**	**734 448**

Une partie des frais d'évaluation de propriétés minières est passée aux résultats lorsque la Société n'a aucune entente ou droit de propriété sur celles-ci. Ces frais représentent 22 948 $ avant crédits d'impôt et de droits remboursables pour la période terminée le 29 février 2020 (13 907 $ au 28 février 2019).

Passif

Le passif courant s'élève à 693 494 $ au 29 février 2020 comparativement à 446 620 $ au 31 août 2019. L'augmentation de 246 874 $ s'explique par le passif lié aux actions accréditives et à la partie courante des obligations découlant de contrats de location.

Depuis le 1er septembre 2019, les passifs non courants doivent inclurent les obligations découlant de contrats de location. Au 29 février 2020, les obligations découlant de contrats de location s'élevaient au montant de 53 613 $.

Des provisions sont prévues en regard de diverses réclamations fiscales. La Société n'est admissible à aucun remboursement par des tiers à cet égard. Généralement, ces réclamations sont réglées dans un délai de trois à dix-huit mois suivant leur présentation, selon les procédures utilisées pour la négociation des réclamations. Comme le calendrier de règlement de ces réclamations dépend en grande partie de la rapidité du déroulement de la négociation auprès de diverses contreparties et autorités gouvernementales, la Société ne peut raisonnablement estimer les montants qui seront éventuellement payés, dans le cadre du règlement, plus de douze mois après la date de clôture. Le montant a donc été classé comme courant. Au cours de la période de six-mois terminée le 29 février 2020, aucune somme n'a été remboursée aux investisseurs (nil au 31 août 2019 et la provision a été diminuée de 259 090 $).

La direction, sur l'avis de ses conseillers professionnels, ne s'attend pas à ce que le dénouement de l'un ou l'autre des dossiers en cours donne lieu à une perte importante, supérieure aux montants actuellement comptabilisés. Aucune des provisions ne sera traitée de manière plus approfondie afin de ne pas porter de préjudice grave à la position de la Société.

Capitaux propres

Au 29 février 2020, les capitaux propres s'élevaient à 12 820 019 $ comparativement à 12 820 433 $ au 31 août 2019 pour une diminution totalisant 414 $. Cette variation ayant un impact négatif, comprend le résultat net des opérations courantes de la Société.

Le 31 décembre 2019, la Société a procédé à la clôture d'un placement privé de 10 060 000 actions ordinaires de la Société qui sont admissibles à titre d'actions accréditives à un prix de 0,05 $ par actions, pour un produit brut total de 503 0000 $. La Société a payé 30 380 $ d'honoraires d'intermédiation. Des frais d'émission de 9 787 $ ont réduit le capital-actions.

La Société a renoncé aux déductions fiscales reliées aux actions accréditives, ce qui a réduit de 197 200 $ le capital-actions, et la contrepartie est présentée à titre de passif lié aux actions accréditives.

Aucune option d'achat d'actions n'a été octroyée au cours de la période de six mois terminée le 29 février 2020.

Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie affectés aux ***activités opérationnelles*** se sont élevés à 228 267 $ et 307 000 $ respectivement pour les périodes terminées les 29 février 2020 et 28 février 2019. Ces flux sont les résultats nets de chacune de ces périodes ajustés des éléments non monétaires et monétaires des activités opérationnelles de la Société. Au cours du premier semestre de 2020, les éléments non monétaires et monétaires ayant un impact positif sur les flux totalisent 43 999 $ et proviennent principalement de l'amortissement des droits d'utilisation de 15 006 $ et de la variation nette des éléments du fonds de roulement de 24 443 $. Au cours du premier semestre de 2019, les éléments non monétaires et monétaires ayant un impact positif sur les flux totalisent 200 953 $. Ces éléments proviennent principalement des paiements fondés sur des actions pour 128 927 $, de la radiation d'actifs d'exploration et d'évaluation pour 10 548$ et de la variation nette des éléments du fonds de roulement pour 61 169 $. Pour les éléments monétaires ayant un impact négatif sur les flux au 29 février 2020, ils totalisent 6 219 $ et proviennent principalement de la renonciation d'actions accréditives pour 5 850 $. Au 28 février 2019, les éléments monétaires ayant un impact négatif sur les flux totalisent 120 $ et proviennent de la variation nette de la juste valeur des actions de sociétés d'exploration minière cotée.

Les flux de trésorerie affectés aux ***activités d'investissement*** se sont élevés à 55 568 $ et 279 949 $ respectivement pour les périodes de six mois terminées les 29 février 2020 et 28 février 2019. Ces flux représentent principalement des ajouts aux actifs d'exploration et d'évaluation pour des montants respectifs de 55 541 $ et 279 949 $.

Les flux de trésorerie provenant des ***activités de financement*** se sont élevés à 446 550 $ pour la période de six mois terminée le 29 février 2020 (nil au 28 février 2019). Ces flux représentent l'émission d'actions dans le cadre d'un placement privé de 503 000 $, diminués des frais d'émission d'actions de 40 167 $ et des paiements en vertus d'obligations découlant de contrats de location de 16 283 $.

SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

La Société est une société d'exploration. La capacité de la Société d'assurer la continuité de ses opérations repose sur l'obtention de nouveaux fonds et, malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Le financement de la Société se fait principalement sous la forme d'émissions d'actions. Le succès de ces émissions dépend, entre autres, des marchés de capitaux de risque, de l'attrait des investisseurs pour les sociétés d'exploration et

du prix des métaux. Pour continuer ses activités d'exploration et soutenir ses activités courantes, la Société devra maintenir sa présence et ses liens avec la communauté financière afin de pouvoir réaliser d'autres financements.

Au cours de la période de six mois terminée le 29 février 2020, un total de 10 060 000 actions ont été émises suite à un financement privé accréditif. Aucun financement n'a été réalisé au cours de l'exercice terminé le 31 août 2019.

Au 29 février 2020, la trésorerie s'élevait à 491 884 $ alors qu'au 31 août 2019 la trésorerie s'élevait à 329 170 $. Il y avait des fonds réservés à l'exploration de 478 374 $ qui sont inclus dans la trésorerie et qui doivent être dépensés avant le 31 décembre 2020.

Le fonds de roulement était de 24 576 $ au 29 février 2020 comparativement 94 747 $ au 31 août 2019. De l'avis de la direction, les éléments suivant du fonds de roulement peuvent influencer directement sur le besoin ou non de financements supplémentaires à court terme pour la poursuite de nos activités : l'encaissement des crédits d'impôts à recevoir est imprévisible dans le temps.

Au 29 février 2020 et au 31 août 2019, la Société n'a vendu aucune partie de ses placements en titres négociables d'une société d'exploration.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 16, Contrats de location

Avec prise d'effet le 1er septembre 2019, la Société a adopté l'IFRS 16, Contrats de location, qui précise la méthode qui doit être employée pour comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location. La norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation représentant son droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et une obligation locative qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. La méthode comptable de la Société en vertu de l'IFRS 16 est la suivante :

À la date de passation d'un contrat, la Société évalue si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Cette méthode est appliquée aux contrats conclus ou modifiés à compter du 1er septembre 2019.

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué initialement en fonction du montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, plus les coûts directs initiaux engagés et les coûts estimatifs de démantèlement et d'enlèvement de l'actif sous-jacent ou de remise en état de ce dernier ou du site sur lequel il se trouve, déduction faite des avantages incitatifs reçus.

Les actifs au titre des droits d'utilisation sont ultérieurement amortis à partir de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur, selon le mode linéaire. La durée du contrat de location comprend la considération d'une option de renouvellement ou de résiliation si la Société a la certitude raisonnable d'exercer cette option. Les durées de location, incluant les options de renouvellement dont la Société a la certitude raisonnable d'exercer, varient de 1 à 6 ans pour le matériel roulant, le loyer et tout autre matériel. En outre, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement réduit pour perte de valeur, le cas échéant, et est ajusté en fonction de certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements locatifs non encore versés à la date de début, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il n'est pas possible de déterminer

facilement ce taux, à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Société. En règle générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs principalement en raison d'une variation d'indice ou de taux, ou un changement dans les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou lorsque la Société modifie son évaluation quant à l'exercice éventuel d'une option d'achat, de renouvellement ou de résiliation.

Lorsque l'obligation locative fait l'objet d'une telle réévaluation, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou est comptabilisé au résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

La méthode comptable appliquée par la Société en vertu de l'IAS 17 était la suivante :

Pour déterminer si un accord était, ou contenait, un contrat de location, il convenait de se fonder sur la substance de l'accord à la passation du contrat. L'accord était, ou contenait un contrat de location, si l'exécution de l'accord dépendait de l'utilisation d'un actif spécifique et que l'accord conférait un droit d'utiliser l'actif, même si cet actif ne pouvait être explicitement identifié dans un accord.

Un contrat de location était classé en tant que contrat de location simple à la date de passation dudit contrat.

Un actif loué était amorti sur la durée d'utilité de l'actif. Toutefois, s'il n'y avait pas certitude raisonnable que la Société deviendrait propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif était amorti sur la plus courte de la durée d'utilité estimée de l'actif et de la durée du contrat de location.

Un contrat de location simple était un contrat de location autre qu'un contrat de location-financement. Les paiements au titre des contrats de location simple étaient comptabilisés dans la perte nette selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Les avantages reçus au titre de la location étaient comptabilisés comme étant constitutifs du total de la charge locative, sur la durée du contrat de location.

Incidence de la transition à l'IFRS 16

Avec prise d'effet le 1er septembre 2019, la Société a adopté l'IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, les chiffres correspondants au 31 août 2019 n'ont pas été retraités et continuent d'être présentés selon l'IAS 17, Contrats de location, (« IAS 17 ») et l'IFRIC 4, Déterminer si un accord contient un contrat de location.

À la première application, en ce qui concerne les contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple en vertu de l'IAS 17, la Société a choisi de comptabiliser les actifs au titre des droits d'utilisation en fonction de l'obligation locative correspondante de 103 285 au 1er septembre 2019.

Ainsi, au 1er septembre 2019, la Société a comptabilisé des obligations découlant de contrats de location de 103 285 $ et des actifs au titre des droits d'utilisation de 103 285 $ sans incidence nette sur le déficit.

Pour évaluer les obligations locatives se rapportant à des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple en vertu de l'IAS 17, la Société a actualisé les paiements locatifs futurs à l'aide de son taux d'emprunt marginal au 1er septembre 2019. Le taux moyen pondéré appliqué est de 2,35 %.

La Société a choisi d'appliquer la mesure de simplification pour maintenir l'évaluation des transactions qui sont des contrats de location à la date de première application, conformément aux évaluations antérieures effectuées aux termes

de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4. La Société a appliqué la définition d'un contrat de location selon l'IFRS 16 aux contrats conclus ou modifiés à compter du 1er septembre 2019.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les engagements de la Société découlant de contrats de location simple au 31 août 2019, tels qu'ils ont été présentés antérieurement dans les états financiers audités annuels de la Société, et les obligations découlant de contrats de location comptabilisées à la première application de l'IFRS 16 au 1er septembre 2019.

	$
Engagements découlant de contrats de location simple au 31 août 2019	**59 705**
Actualisation au moyen du taux d'emprunt marginal au 1er septembre 2019	**58 164**
Options de renouvellement pour lesquelles il existe une certitude raisonnable qu'elles seront exercées	**45 121**
Obligations découlant de contrats de location comptabilisés au 1er septembre 2019	**103 285**

RISQUES ET INCERTITUDES

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 était une pandémie. La situation est en constante évolution, et les mesures mises en place ont de nombreuses répercussions économiques sur les plans mondial, national, provincial et local. Ces mesures, qui incluent l'interdiction des déplacements, la mise en isolement ou en quarantaines, de façon volontaire ou non, et la distanciation sociale, ont causé des perturbations importantes parmi les entreprises, au niveau mondial et au Canada, du fait du ralentissement économique. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi en mettant en place des mesures monétaires et fiscales afin de stabiliser l'économie mondiale; cependant, le climat économique difficile actuel peut entraîner des changements défavorables dans les flux de trésorerie, le niveau du fonds de roulement et/ou la recherche de financements futurs, ce qui pourrait avoir une incidence directe sur sa situation financière future. Les répercussions financières sur la société ne sont pas connues à ce stade. Les répercussions seront adéquatement reflétées au cours de l'exercice 2020.

La Société, au même titre que toute autre société d'exploration minière, est exposée à divers risques financiers et environnementaux ainsi qu'à des risques liés à la nature même de ses activités. Elle est également exposée à des risques liés à d'autres facteurs tels que le prix des métaux et les conditions du marché en général.

Permis et licences
Les opérations de la Société peuvent requérir des permis et licences de différentes autorités gouvernementales. Il ne peut y avoir d'assurance que la Société peut obtenir tous les permis et licences qui peuvent être requis aux fins de l'exploration, du développement et des opérations minières sur ses propriétés.

Prix des métaux
Même si les programmes d'exploration de la Société sont couronnés de succès, des facteurs hors du contrôle de la Société peuvent affecter la mise en marché des minéraux découverts. Historiquement, les prix des métaux ont fluctué largement et sont affectés par de nombreux facteurs hors du contrôle de la Société, incluant la conjoncture internationale, économique et politique, les anticipations sur l'inflation, les fluctuations de taux de change, les taux d'intérêt, les modèles de consommation globale et régionale, les activités spéculatives et les niveaux de production mondiale. L'effet de ces facteurs ne peut être prévu précisément.

Financement
La Société est déficitaire jusqu'à maintenant et n'a actuellement pas les ressources financières suffisantes pour entreprendre elle-même, ses programmes prévus d'exploration. L'exploration des propriétés actuelles ou éventuelles de la Société dépend donc de l'aptitude de cette dernière à obtenir le financement additionnel nécessaire.

Rien ne saurait garantir que la Société réussira à obtenir le financement requis et elle pourrait en conséquence connaître une dilution importante de sa participation (existante ou qu'elle propose d'acquérir) dans ses propriétés.

Personnel clé
La direction de la Société repose sur quelques dirigeants clés et surtout son président, dont la perte pourrait avoir un effet nuisible au niveau de l'exécution et du succès de ses opérations. Le succès de la Société est lié à la capacité d'attirer et de conserver un personnel qualifié. La concurrence à cet égard est très vive et le succès de la Société repose en grande partie sur les hauts dirigeants et le personnel qualifié en géologie.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Au 29 février 2020, la Société n'avait conclu aucun arrangement hors bilan.

INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 22 avril 2020, la répartition des actions en circulation est la suivante :

Actions ordinaires en circulation	91 254 986
Options d'achat d'actions (prix de levée moyen de 0,34 $)	4 587 500
Total entièrement dilué	95 842 486

MODE DE PRÉSENTATION ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les présents états financiers résumés intermédiaires consolidés ont été préparés par la direction de la Société conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et conformément à l'IAS34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises par les IFRS lors de la production des états financiers annuels. Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon le même mode de présentation, les mêmes méthodes comptables et les mêmes méthodes de calcul que ceux présentés à la note 4, PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLE, dans nos états financiers pour l'exercice clos le 31 août 2019. Les états financiers intermédiaires consolidés ne comprennent pas toutes les notes complémentaires requises dans les états financiers annuels.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, à l'exception des actifs financiers et des passifs financiers qui sont réévalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

La capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation repose sur la réalisation de ses actifs et sur l'obtention de nouveaux fonds. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé à obtenir des fonds nécessaires, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. L'application des IFRS selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation peut être inappropriée, car il existe un doute sur le bien-fondé de l'hypothèse.

Les présents états financiers consolidés ne tiennent pas compte des ajustements qui devraient être effectués à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux montants présentés au titre des produits et des charges et au classement des postes de l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas fondée, et ces ajustements pourraient être importants. La direction n'a pas tenu compte de ces ajustements parce qu'elle croit en l'hypothèse de la continuité de l'exploitation.

La préparation des états financiers consolidés conformément à l'IAS 34 fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la Société. La note 3 décrit les domaines particulièrement complexes et exigeants un jugement éclairé ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers.

INFORMATION À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de poursuivre sa stratégie de croissance interne et d'entreprendre des acquisitions ciblées. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des propriétés minières pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

Le capital de la Société se compose des capitaux propres. Le capital de la Société est principalement affecté au financement des frais d'exploration et des acquisitions de propriétés minières. Afin de gérer efficacement les besoins en capital de l'entité, la Société a mis en place un processus budgétaire pour l'aider à déterminer les fonds requis et s'assurer que la Société a les liquidités suffisantes pour rencontrer ses objectifs d'opérations et de croissance.

La société n'est pas soumise, en vertu de règles extérieures, à des exigences concernant son capital, sauf si la société clôture un financement accréditif pour lequel des fonds doivent être réservés pour les dépenses d'exploration. La société a des fonds réservés à l'exploration de 478 374 $ au 29 février 2020 et aucun au 31 août 2019.

Au 29 février 2020, les capitaux propres sont de 12 820 019 $ et de 12 820 433 $ au 31 août 2019.

PERSPECTIVES

La Société a réduit ses opérations au minimum suite à la pandémie du COVID-19. Lorsque les opérations pourront reprendre normalement, nos efforts se porteront sur l'exploration du projet de porphyrye/skarn cuprifère du Dôme Lemieux dans l'est du Québec. De plus, la Société continuera d'évaluer et de générer des projets dans le but d'acquérir de nouvelles propriétés pour l'exploration et le développement. Du financement sera nécessaire afin de poursuivre ses buts durant l'année fiscale en cours.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Société et les autres informations financières contenues dans ce rapport de gestion trimestriel sont la responsabilité de la direction et ont été revus et approuvés par le conseil d'administration.

Val-d'Or, le 22 avril 2020

(Signé) Yves Rougerie, Président et Chef de la direction

(Signé) Nancy Lacoursière, Chef de la direction financière

Vision Lithium Inc.
1019, boul. des Pins
Val-d'Or (Québec)
J9P 4T2
Tél.: (819) 874-6200
Fax: (819) 874-6202
Courriel: info@visionlithium.com